



Pourquoi l'Iran a déjà gagné la guerre ?

Les raisons de la victoire iranienne: comment et pourquoi l'Occident a ignoré l'Iran depuis 47 ans (et plus).

Patrick Ringgenberg

lun. 09 mars 2026

“Dieu a créé la guerre pour que les Américains apprennent la géographie.” Mark Twain

Depuis le début du conflit, samedi 28 février, des analystes comme Alastair Crooke, Larry C. Johnson, Douglas Macgregor, John Mearsheimer, Scott Ritter ou Lawrence Wilkerson ont déjà bien caractérisé les enjeux et les problématiques de la guerre en cours. Les Etats-Unis ne peuvent pas la gagner, l'Iran ne peut pas la perdre ; mais les conséquences du conflit feront de tous les pays de la région des perdants, sans parler de l'économie mondiale qui souffrira à divers degrés des tensions dans le golfe Persique et au-delà. On a largement évoqué la folie de cette

guerre, reposant sur une ignorance à peine vraisemblable de l'Iran : l'absence d'objectifs clairs à atteindre, une agression sans plan ni loi, un état d'impréparation militaire inquiétant, une fuite en avant sans échappatoire. Les mensonges qui ont justifié l'attaque contre l'Iran, accusé fallacieusement de présenter un danger imminent et d'être sur le point d'avoir un armement nucléaire, font directement songer à ceux qui, en 2003, avaient motivé l'invasion américaine de l'Irak, plongeant la région dans une instabilité qui n'a jamais cessé. La différence cependant est notable : l'Iran n'est pas l'Irak, et le contraste entre la réalité de la guerre et les prestidigitations rhétoriques du président Donald Trump et de son entourage, atteint un degré de schizophrénie sans précédent dans l'histoire récente. Plus largement, ce conflit est un remarquable révélateur d'une crise globale des diplomaties, d'un ordre international fracturé et d'un système médiatique dysfonctionnel ou toxique.

Pour tout connaisseur de l'Iran, cette guerre est le résultat de décennie de mésinterprétations et d'ignorances de la situation iranienne. La guerre des douze jours (13-24 juin 2025) avait déjà montré que la défaite d'Israël, acculé à demander un cessez-le-feu, tenait moins à des capacités militaires qu'à un défaut de connaissance de l'Iran, de ses conditions socioculturelles comme de sa puissance militaire. On pouvait penser que les leçons de cette guerre, que le soussigné a vécues à Téhéran, allaient être retenues. Il n'en fut rien. Médias et même « experts » relaient encore une constellation de préjugés, entendus depuis des décennies, et que tout iranologue sérieux peut aisément démentir ou rectifier : « l'Iran est affaibli », « le régime des mollahs est à bout de souffle », « la République islamique n'a plus de légitimité », « la société iranienne veut un pays libre et laïc ».

Dans un contexte où les acteurs occidentaux du conflit font généralement montre d'une inculture historique alarmante, le propos de cet article est de mettre en évidence les éléments essentiels d'une compréhension de l'Iran.

Le « régime des mollahs » et autres préjugés

Les Iraniens, d'abord, ne sont pas des Arabes. Ce sont à l'origine des Indo-Européens, comme les peuples occidentaux, en sorte que les Iraniens modernes sont plus proches des Occidentaux qu'ils ne le sont des Arabes ou des Turcs. Les Indo-Européens à l'origine des peuples Iraniens (Mèdes, Perses) sont arrivés sur le Plateau iranien entre la fin du 2^e millénaire et le début du 1^{er} millénaire avant notre ère. À partir de l'empire achéménide fondé par Cyrus au 6^e siècle avant notre ère, les Iraniens sont devenus la culture dominante d'un Moyen-Orient qui a toujours été une mosaïque de peuples, de religions et de cultures.

Produit d'une histoire millénaire, l'Iran contemporain est animé d'une triple identité :

- iranienne, d'abord, qui remonte à l'Antiquité et nourrit le nationalisme moderne ;
- musulmane depuis le 7^e siècle, musulmane chiite depuis le 16^e siècle ;
- occidentale depuis surtout le 19^e siècle, où l'influence européenne devint de plus en plus forte.

Cette complexité culturelle se reflète à tous les niveaux. Par-delà une unité nationale fondée par la dynastie Pahlavi (1925-1979), l'Iran est un pays foncièrement multiethnique et multiculturel. Si les Persans comptent pour environ une moitié de la population, l'autre moitié est composée de différents groupes turcs ou turcophones, d'Arabes, ou de peuples lointainement appariés aux Iraniens comme les Kurdes ou les Baloutches. L'Iran vit sous le régime de trois calendriers (iranien, musulman, occidental). La culture quotidienne mêle traditions iraniennes, valeurs musulmanes et éléments culturels occidentaux. Même la République islamique est un système hybride : à la fois un État-nation et une démocratie de type occidental, une république héritière de la Révolution constitutionnaliste de 1906, une puissance impériale s'enracinant dans une tradition de gouvernance millénaire, et un dispositif de guidance religieuse (imamocratie plutôt que théocratie) aux racines anciennes.

Depuis le 16^e siècle, les Iraniens sont majoritairement chiites, mais l'islam iranien est composite par son histoire et diversifié dans son vécu. Les pratiques musulmanes sont à la croisée du chiisme, de courants mystiques et soufis, dont les idées ont essaimé pendant des siècles dans la poésie persane (Nezami, 'Attar, Rumi, Sa'di, Hafez, Djami), d'un islam militant et idéologique promu par l'État, d'interactions – diverses selon les régions et les ethnies – entre religion et culture. Contrairement à des préjugés sécularisants et projectifs, la présence de la religion dans le fonctionnement politique est une tradition séculaire, voire millénaire, au point qu'il constitue un archétype politique iranien : la Révolution islamique de 1979, sous ce rapport, n'a fait que formalisé dans une architecture politique moderne un principe structurel ancien.

Pour autant, réduire la République islamique à un « régime de molla » est une erreur, car si des clercs se trouvent à différents niveaux du pouvoir, la politique menée se rattache surtout à une tradition impériale. Depuis l'Antiquité achéménide (6^e siècle avant notre ère), l'Iran est la puissance de la région et s'est construit politiquement, pendant des siècles, en fonction d'une organisation politique, législative et administrative à caractère impérial. Même après l'arrivée de l'islam au 7^e siècle, ce

sont des vizirs iraniens qui, auprès des califes abbassides ou des sultans turcs, ont assuré l'administration des empires ou des royaumes. Il en résulte des traditions de gouvernance qui ont pu être partiellement islamisées après la Révolution islamique, mais qui en réalité s'enracinent dans un mode de gouvernance, une manière stratégique et un horizon identitaire prémoderne ou même préislamique. À bien des égards, la politique de la République islamique est moins influencée par la religion qu'en Israël, où les ultraorthodoxes juifs justifient les ambitions coloniales par des mythes historiques et le messianisme, ou aux États-Unis, dont l'actuelle politique pro-israélienne est pénétrée du messianisme sioniste des évangéliques.

L'Iran a, de fait, des traditions militaires également séculaires, de surcroît sustentées par des valeurs religieuses (le martyr de l'Imam Hossein à Kerbala) ou héroïques (l'épopée du *Livre des rois* de Ferdowsi). Nés en 1979 pour assurer la sauvegarde de la jeune République islamique, les Gardiens de la Révolution ont acquis au fil des décennies une expertise multidimensionnelle, en matière de révolution ou de contre-révolution, de guerre classique ou de guerre asymétrique.

Historiquement, l'Iran d'époque islamique fut la culture centrale du Moyen-Orient, et qui rayonna jusqu'en Asie centrale et en Inde du Nord. Il n'est de fait nullement surprenant que, de tous les pays de la région et mis à part la Turquie, l'Iran possède le patrimoine culturel le plus riche, le plus diversifié, et de surcroît toujours vivant et fondateur. Source de tensions identitaires ou de crises politiques, la forte hybridité du pays est aussi sa force et l'une des raisons de sa suprématie culturelle dans la région. En raison même de la complexité culturelle de l'Iran, la société iranienne est aussi diversifiée culturellement que divisée sur le plan politique. Ce fut le cas à la Révolution islamique en 1979, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Si beaucoup pleurent la mort du Guide suprême, d'autres le rendent responsable de la stagnation politique de l'Iran de ces dernières années, de la censure culturelle et de choix géopolitiques qui ont entretenu une marginalisation internationale du pays. Il est aussi un fossé entre les élites et la population, qui a des causes multiples. Il y eut toujours une certaine distance entre les gouvernances (royales pendant des millénaires) et une société fortement familialiste, corporatiste ou tribale. Comme tout État moderne, l'Iran connaît également une relative fracture entre le peuple et les élites, même si la République islamique, contrairement à la monarchie Pahlavi qui avait consacré le pouvoir solitaire d'un seul homme, a réussi à mieux intégrer les populations aux processus politiques et à la construction nationale.

Le nationalisme, toutefois, est la force qui réunit les Iraniens par-delà toutes les divisions. Ce fut le cas lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), lors de laquelle les Iraniens se sont unis, par-delà des dissensions sociopolitiques qui auraient pu déboucher sur une guerre civile, pour défendre leur pays agressé. Aujourd'hui, de

même, les Iraniens font front commun contre une guerre imposée. Nationalisme, motivations religieuses, robustesse impériale, idéal de résistance : face à cette infrastructure mentale, aussi importante que les missiles balistiques, Israël et les États-Unis ont déjà perdu la guerre et risquent même de ne jamais pouvoir gagner la paix.

Pourquoi l'idée d'un « changement de régime » n'a pas de sens

Des spécialistes de tout bord ont déjà abondamment relevé que, abstraction faite du caractère illégitime de l'agression israélo-américaine, des bombardements n'ont jamais provoqué un changement de régime politique. Pire, dans le cas de l'Iran, l'assassinat mesquin et irresponsable de l'ayatollah Khamenei va seulement renforcer le nationalisme anti-américain à l'échelle du pays, la détermination souverainiste et anti-occidentale au cœur du système iranien, et alimenter la colère chiite et plus largement musulmane contre l'Occident à l'échelle du monde islamique.

On peut également remarquer que tuer un homme, fut-il le Guide suprême, ne tue pas un système, encore moins une Idée politique ; qu'Ali Khamenei, mort à 86 ans, avait évoqué déjà depuis plus de dix ans la question de sa succession et qu'une vacance du pouvoir était de fait inconcevable ; que le Guide suprême n'est pas isolé, mais entouré d'une galaxie d'allégeances et de figures plus ou moins apparentes et occultes, qui constituent un appareil profond et aux ramifications très étendues ; que l'assassinat d'Ali Khamenei a fait de lui un martyr et une icône, en sorte que sa mort l'a rendu plus puissant encore que sa présence vivante. Enfin, comment imaginer une seule seconde que des bombardements meurtriers et destructeurs puissent faire surgir un gouvernement iranien non hostile envers des agresseurs sans foi ni loi ? Comment imaginer qu'une population de plus de 90 millions collaborerait avec un régime imposé de l'étranger après une guerre dont le premier acte fut le massacre d'écolières ?

L'organisation politique iranienne est à la fois un organigramme vertical et un mandala. Le fonctionnement républicain, hiérarchisé en parlement, ministres et président, est surplombé par le Guide suprême, une autorité religieuse, qui constitue également la face visible de l'État profond, de l'axe essentiel et central du pouvoir. Ce dernier constitue véritablement la tradition impériale-religieuse de l'Iran, qui remonte à l'Antiquité pour des pratiques politiques et administratives, et à l'époque safavide (16^e siècle) pour l'actuelle association entre un pouvoir vertical et un clergé à la fois hiérarchisé et polycentré.

A priori, et rétrospectivement, les Pahlavi apparaissent comme une parenthèse modernisatrice et séculière dans l'histoire contemporaine. La Révolution islamique a été interprétée comme un retour fondamentaliste de l'islam, alors qu'elle est surtout un rééquilibrage par rapport à une politique Pahlavi uniment et unilatéralement occidentaliste et iranophile. Pas plus que les Pahlavi ne purent entièrement occidentaliser l'Iran, la République islamique n'a pu entièrement islamiser le pays. Plus même, l'occidentalisation inaugurée par les Pahlavi s'est poursuivie sous la République islamique, de mille manières, indirectement, malgré les volontés d'islamisation et parfois à contresens des politiques révolutionnaires. Sans doute paradoxalement pour qui n'opère qu'avec des schémas historiques dualistes, l'Iran de la République islamique est plus réellement moderne qu'à l'époque Pahlavi, ou une américanisation de surface donnait un vernis pseudo-moderniste à un régime dictatorial largement archaïque.

C'est pourquoi, depuis vingt ans et plus, le nationalisme, banni à la Révolution dans la mesure où il contredisait l'idéal transnational de la *ummah* (de la communauté des musulmans), est devenu le ciment des Iraniens. Même les Gardiens de la révolution sont présentés depuis des années, non pas comme une armée prétorienne défendant une idéologie ou un idéal révolutionnaires, mais comme la force nationale protégeant la nation iranienne. Si ce nationalisme est historiquement récent et d'inspiration européenne, il a en réalité des préfigurations anciennes et même antiques : c'est l'iranité, fondée sur un territoire que les Iraniens dominent politiquement et culturellement depuis le 6^e siècle avant notre ère.

On peut voir la Révolution islamique comme une coupure, mais en réalité elle a prolongé à bien des égards l'époque Pahlavi, tout en s'inscrivant dans une identité politique – impériale, religieuse – séculaire. La République islamique a poursuivi le développement des industries, des infrastructures, des écoles et universités initié par les Pahlavi. Si elle a inscrit un agenda musulman dans certaines prises de position et orientations stratégiques, l'Iran a en pratique une politique plus impériale qu'idéologique, nationaliste que panislamique, pragmatique qu'idéologique. Après la Révolution islamique, la politique a été dominée pendant environ dix-quinze par des idéaux religieux et révolutionnaires, mais aujourd'hui, la République islamique se positionne essentiellement sur un axe nationaliste-impérialiste, qui était la principale caractéristique de la période Pahlavi, et qui constitue en fait la continuité essentielle d'une présence iranienne depuis l'Antiquité.

C'est ce qui rend l'idée d'un changement de régime problématique. Veut-on changer les dirigeants ? Ceux-ci seront remplacés en fonction des aménagements prévus dans le système politique (élections ou nominations). Veut-on modifier le système

même ? On peut sans doute modifier telle disposition dans l'organigramme ou tel dispositif dans le fonctionnement politique, mais on ne saurait toucher à l'État profond, à l'axe fondamentalement structurant du pouvoir iranien, enraciné dans l'Histoire. Désire-t-on plus de démocratie en Iran ? Nul besoin d'imaginer le retour d'un roi ou d'opposants qui, assurément, pour contrôler un pays immense et hétérogène, seront tout aussi autoritaires que les régimes précédents. Ne serait-il pas plus adéquat, et plus en accord avec les évolutions sociales et les débats en Iran même, d'envisager renforcer le républicanisme de la République islamique, en écartant d'une emprise politique des institutions non élues et en redéfinissant les prérogatives du Guide dans un sens plus moral que politique ? Voudrait-on une société plus libérale, moins soumise à la censure publique ? Depuis l'époque du président réformateur Khatami, et avec l'émergence de nouvelles générations, grâce à Internet, suite au mouvement « Femme, Vie, Liberté » (2022), une libéralisation – en demi-teinte, souvent, et discontinue – mais réelle existe en Iran, mais qui est aujourd'hui compromise par les renforcements sécuritaires occasionnés par la guerre et ses suites.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant : longtemps, sans doute, l'Iran connaîtra un système politique « fort » et hiérarchique, car ce mode de gouvernance s'enracine dans la structure patriarcale des familles iraniennes, la mosaïque traditionaliste du pays et le principe d'une guidance religieuse ou mystique. Des tendances autoritaires sont d'ailleurs répandues d'un bout à l'autre du spectre politique, des réformateurs aux conservateurs, qui ont volontiers voulu imposer « top down » des programmes d'ordre nationaliste, populiste, développementaliste ou islamiste.

Par ailleurs, à ceux qui considèrent que la démocratie libérale à l'occidentale est un idéal terminal et la « fin de l'histoire », il faut rappeler que les libéraux en Iran sont minoritaires, et le furent toujours, et que le discours libéral est propre surtout à une diaspora iranienne trop occidentalisée pour comprendre un pays qu'elle connaît souvent très peu et qui ne se limite pas aux quartiers chics de Téhéran nord. Pour beaucoup de populations iraniennes, qui peuvent d'ailleurs être critiques vis-à-vis de la République islamique, l'essentiel n'est pas forcément ou pas toujours notre conception occidentale de la liberté et notre valorisation du libéralisme, mais des valeurs traditionnelles, culturelles, religieuses et identitaires. Du reste, la liberté en Occident est relative, et des Occidentaux abreuvés de médias mainstream et d'algorithmes commerciaux ne savent même pas se rendre compte combien leur liberté est conditionnelle et leur vision des choses formatée. La pérennité de la République islamique vient de fait de la combinaison d'une transformation sociale et d'une restauration culturelle : elle a permis l'ascension sociale d'individus et de groupes sociaux exclus ou marginalisés à l'époque Pahlavi, et qui forment

aujourd'hui l'armature politique, administrative et intellectuelle du pays ; elle a aussi défendu des valeurs en lesquelles se reconnaissent mieux des groupes sociaux à qui l'occidentalisme et le modernisme sélectifs des Pahlavi ne parlaient pas.

Quant à Reza Pahlavi, héritier présomptif du trône, il n'a pas de poids politique, ni de réseaux en Iran, ni même de compétence. On évoque pour lui un scénario inspiré du roi Juan Carlos en Espagne ou de l'ayatollah Khomeini en 1979. Dans les deux cas, la comparaison n'a aucune pertinence. Juan Carlos a assuré une transition démocratique en Espagne, car Franco était mort et la question de l'avenir politique était ouvert. En Iran, tout le monde est bien vivant. Le Guide suprême Ali Khamenei a été tué, mais un conseil le remplace provisoirement avant que l'Assemblée des experts ne désigne un successeur. Si le président meurt, le vice-président le remplace jusqu'à ce que des élections populaires en désignent un nouveau.

D'autre part, si Khomeini a pu prendre le pouvoir en 1979, c'est grâce à un réseau de clercs en Iran, à un projet politique défini en 1970 déjà, à un charisme qui contrastait avec l'affairisme népotiste de la cour Pahlavi. Reza Pahlavi a quitté l'Iran il y a 47 ans, en sorte que lui et son entourage ne connaissent littéralement pas leur pays. Plus grave encore aux yeux de nombreux Iraniens, Reza Pahlavi est associé à un impérialisme états-unien qui entend soumettre l'Iran et le réduire à n'être qu'un satellite des intérêts israélo-américains. La collaboration avec les puissances étrangères est en quelque sorte inscrite dans le destin des Pahlavi : Reza Shah est arrivé au pouvoir grâce aux Britanniques ; il a été destitué en 1941 par les Alliés, qui ont placé son fils Mohammad-Reza sur le trône ; ce dernier dut son retour au pouvoir, après le coup d'État contre Mossadegh en 1953, aux États-Unis et aux Britanniques. À la différence de son grand-père et de son père, qui ont salutairement engagé l'Iran dans une modernisation industrielle nécessaire, Reza Pahlavi a appelé de ses vœux une guerre sur ses concitoyens pour assouvir une ambition israélo-américaine dont il n'est que le pion.

Enfin, on ne peut manquer d'évoquer le fossé culturel entre les Iraniens d'Iran et les Iraniens de la diaspora. Les échanges existent, mais les trajectoires des uns et des autres font qu'ils parlent la même langue mais pas (forcément) le même langage. Imaginer que les Iraniens d'Iran, qui ont souffert pendant des décennies, accueilleraient à bras ouverts une diaspora qui, dans le sillage d'un pouvoir fantoche imposé depuis l'étranger, prendrait leurs postes et leurs positions et leur imposerait une réorientation politico-culturelle, serait une périlleuse illusion.

Le succès de la Révolution islamique, et que l'on peut mesurer à l'animosité des États-Unis à l'égard de l'Iran depuis plus de quatre décennies, est d'avoir créé un pays armé contre les ingérences étrangères. Certes, la République islamique l'a payé cher : en interne, par des tensions idéologiques et politiques souvent paralysantes entre isolationnistes, qui entendent restreindre au maximum les relations diplomatiques et les limiter à des échanges économiques ou scientifiques, et réalistes, qui veulent normaliser les relations internationales avec l'Occident ; en externe, par la pression israélo-américaine, qui entend de gré ou de force ramener l'Iran à un état de vassalité (géo)politique.

Un Grand Jeu élargi

Le Grand Jeu fut la rivalité anglo-russe en Asie centrale. La situation actuelle invite à élargir la perspective à l'échelle de l'Eurasie et de l'Asie. Pour le comprendre, il faut revenir au 16^e siècle. Les Espagnols et les Portugais inaugurent la création des empires coloniaux européens et les Portugais arrivent dans le golfe Persique en 1507. Le siècle suivant, Anglais, Français et Hollandais se taillent à leur tour des empires coloniaux et les Anglais chassent les Portugais dans le golfe Persique au début du 17^e siècle. La Perse (l'Iran) devient peu à peu un carrefour d'ingérences étrangères, essentiellement anglaise et russe, qui s'intensifient au 19^e siècle. En 1907, Anglais et Russes se partagent même leur influence sur l'Iran, les premiers s'arrogeant le sud, les seconds le nord.

C'est avec le règne occidentalisé des Pahlavi que l'Iran trouve une souveraineté, quoique relative : les Anglais conservent une influence considérable jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, puis ce sont les Américains qui, jusqu'en 1979, s'immiscent largement dans l'administration et même la politique de Mohammad-Reza Pahlavi. Le renversement du Premier ministre Mossadegh en 1953 par la CIA demeure pour les Iraniens le symbole d'une mainmise confiscatoire des États-Unis sur l'Iran. L'anti-occidentalisme de la Révolution islamique entendait ainsi s'affranchir des ingérences politiques, économiques voire culturelles des puissances occidentales depuis au moins le début du 19^e siècle. Cet axe souverainiste constitue le cœur du système iranien et les motifs d'une politique protectionniste et indépendantiste : les gouvernances peuvent changer, non ce déterminant structurel.

La diabolisation occidentale de l'Iran depuis 1979 peut donc aussi être lue comme la continuation d'une politique et d'une vision impérialistes, qui a défaut de pouvoir influencer l'Iran comme auparavant, entend maîtriser un narratif (l'Iran comme force négative) et justifier des mesures (sanctions, pressions, opérations de subversion, guerre) destinées à le contenir. Dès lors, les volontés de contrôler le

programme nucléaire iranien, lequel remonte à Mohammad-Reza Pahlavi, peuvent également se comprendre comme le prolongement d'une politique impérialiste séculaire dans la région et qui a installé un jeu diplomatique intrinsèquement faussé. En ce sens, le nucléaire iranien n'est qu'un prétexte : les éléments de négociation et les règles du jeu sont biaisés, et les diplomaties européennes sont soit aveuglées par leur occidentalisme et leur ignorance de l'histoire, soit complices ou instrumentalisées par des manipulations israélo-états-uniennes. La sensibilité iranienne pour la question palestinienne, et que des pays occidentaux veulent par parti pris réduire à de l'idéologie, s'inscrit du reste dans la conscience aiguë de l'impérialisme occidental, dont l'Iran a souffert depuis plus de deux siècles.

D'autre part, depuis le premier siècle avant notre ère, l'Iran est un relais essentiel de ce qu'on a appelé les « routes de la Soie », connexions terrestres entre la Méditerranée et l'Extrême-Orient. Géographiquement, il demeure un maillon essentiel des nouvelles routes de la Soie chinoises lancées en 2013. Dans un monde globalisé, l'Iran est là encore la cible d'un néoimpérialisme états-unien, qui réactualise une volonté impérialiste occidentale vieille de cinq siècles, et qui entend produire au moins six résultats essentiels :

- Contrôler le Moyen-Orient en déstabilisant et affaiblissant la pièce centrale du puzzle géopolitique régional, puisque l'Iran, héritier d'empire, est le seul pays sûr et stable de la région ;
- Préserver des intérêts financiers situés dans les Émirats Arabes Unis et en Arabie saoudite, soumis aux États-Unis, en affaiblissant le seul pays – l'Iran – pouvant constituer un rival décisif et détenir une suprématie qui marginalise tous les pays et économies du golfe Persique ;
- Casser la connexion terrestre est-ouest (Méditerranée-Asie) et nord-sud (Russie-Iran-Inde) en frappant le pays – l'Iran – qui en constitue le carrefour et le relais fondamental ;
- Attaquer les intérêts chinois en frappant un fournisseur essentiel de pétrole et un maillon crucial des routes commerciales chinoises.
- Contrecarrer l'influence russe, en affaiblissant un partenaire devenu crucial dans le nouvel ordre géopolitique naissant impulsé par les BRICS.
- Contrôler les ressources d'un pays immensément riche en pétrole (3e réserve mondiale prouvée) et en gaz (2e réserve mondiale prouvée).

Ce que l'histoire ancienne nous enseigne pour les temps présents est que l'Iran fut la puissance régionale séculaire de la région : elle l'est toujours, et le sera encore. Lorsque l'islam arrive au 7e siècle, le plateau Iranien avait été iranisé par plus d'un millénaire d'empires iraniens (Achéménides, Parthes, Sassanides). Dans l'Orient islamisé, même si les souverains furent essentiellement arabes ou turcs, la culture

iranienne s'est imposée comme la culture centrale, référentielle et rayonnante. La Révolution islamique a donné l'impression d'un pays turbulent ou fragile, mais ce peut être une illusion d'optique : la Révolution a changé des formes de pouvoir sans modifier les archétypes politiques, les usages séculaires du pouvoir, les axes essentiels de l'identité. La structure politico-religieuse du pouvoir iranien est moderne dans sa forme mais ancienne dans le fond : depuis l'Antiquité, le pouvoir royal est adossé à une autorité religieuse. Le règne sécularisé des Pahlavi est une exception relative, car Mohammad-Reza Pahlavi avait une sensibilité mystique commune à beaucoup de souverains iraniens.

En conséquence, l'Iran, civilisation axiale du Moyen-Orient, ne s'effondrera pas. Il est, d'abord, trop grand pour tomber. Il est, ensuite, armé d'une identité fondamentale : quels que soient les changements d'organisation politique ou les révolutions de palais, son cœur axial constitue une continuité millénaire et garantit une pérennité de l'iranité (spiritualité, pratiques du pouvoir, famille, transmission traditionnelle, etc.). Enfin, l'Iran est maître et souverain en sa région, et ce depuis 2600 ans. Le seul pays pouvant rivaliser avec lui est la Turquie, héritière d'empire (l'Empire ottoman), mais d'une ancienneté moindre. Les Turcs se sont installés en Asie Mineure à partir du 11^e siècle de notre ère, alors que les Indo-Européens sont arrivés sur le plateau iranien dès le 2^e millénaire avant notre ère. S'il faut parier sur l'avenir d'un pays, c'est assurément sur celui qui détient les racines les plus anciennes et la transmission culturelle la plus forte. À l'exception de la Turquie, tous les autres pays de la région sont des constructions récentes, et de fait caractérisés par une instabilité chronique ou des faiblesses structurelles.

Pourquoi l'Occident ne comprend pas l'Iran

Tout connaisseur de l'Iran est frappé par le caractère inadapté, stérile ou inintelligent des diplomaties occidentales vis-à-vis de l'Iran. Certes, la Révolution islamique a généré une méfiance, des malentendus, voire des animosités systémiques entre l'Iran, les pays européens, les États-Unis et Israël. 47 ans après cette révolution, alors que la société iranienne et même certains aspects politiques de la République islamique ont profondément changé, les Occidentaux enferment toujours l'Iran dans une série de préjugés, au mieux inadéquats, au pire délirants. Hormis l'époque du président réformateur Khatami (1997-2005), la seule exception notable furent les années 2015-2017, où la signature du JCPOA offrait la perspective d'investissements juteux en Iran. Les médias européens quittèrent alors pour un temps la diabolisation ou une présentation caricaturale de l'Iran pour une valorisation du pays, de sa culture et de ses potentiels, afin de paver la voie à un rapprochement économique.

Le cas iranien est exemplaire pour comprendre la manière dont les médias construisent une réalité déconnectée du réel, mais également pour étudier les limites épistémologiques des études universitaires ou des analyses diplomatiques. Rarissimes, en effet, sont les études capables d'envisager l'Iran dans sa pluralité, et d'offrir une vision équilibrée, multilatérale et dépassionnée. Un pays aussi complexe que l'Iran demande pourtant une vision pluridisciplinaire et « holistique », alors que les analyses produites par les *think tank*, les milieux diplomatiques et même les universités sont diversement marquées par l'unilatéralisme, le corporatisme, le cloisonnement des spécialités ou l'idéologie.

Schématiquement, le regard occidental sur l'Iran est dominé par trois niveaux d'idées préconçues :

- des préjugés orientalistes, bien décrits par Edward Saïd pour le monde arabe, et largement pertinents pour l'Iran, et qui sont entrés dans une subconscience populaire et médiatique, dessinant l'image méprisante de peuples orientaux irrationnels, menteurs, cruels, belliqueux, paresseux, hors de l'Histoire ;
- une islamophobie, qui prend ses racines au Moyen Âge et qui voit l'islam comme un danger religieux, culturel et militaire, toujours en voie de conquérir le monde et d'opérer le « grand remplacement » des chrétiens par des musulmans ;
- une iranophobie, suscitée par la Révolution islamique, et alimentée depuis par les opposants à la République islamique (royalistes, moudjahidines, etc.), les lobbies israéliens, les politiciens américains encore marqués par la prise d'otages à l'ambassade américaine (4 novembre 1979 - 20 janvier 1981).

À ces trois séries de préjugés, il faut ajouter un paradigme néocolonialiste ou néoimpérialiste, qui, ignorant totalement l'histoire de la décolonisation au 20^e siècle, considère que, dans l'ordre global, les pays occidentaux ou occidentalisés sont une norme de civilisation et les arbitres du bien et du mal. Aux pays qui n'entendent pas partager ce paradigme, on dévalue la légitimité, on minimise la souveraineté, on dénie une voix et un statut pleins et entiers. Cette asymétrie est flagrante dans les négociations entre l'Iran et les pays occidentaux depuis les années 2010. C'est Donald Trump qui quitte l'accord de 2015 (JCPOA), puis les Européens ne respectent pas cet accord après avoir affirmé vouloir le maintenir, c'est enfin l'Iran qui est attaqué militairement en 2025 et 2026 : c'est pourtant l'Iran qui est accusé, systématiquement, de trahir des engagements, refuser la négociation et constituer un agent déstabilisateur.

Les données accumulées sur un pays ne sont qu'un squelette qu'il faut habiller d'une connaissance pratique et continue du terrain. Aussi nombreuses soient-elles, les informations ne servent à rien si l'on ne possède pas les bonnes clés pour les interpréter. Rien ne sert de savoir le persan si l'on ne comprend pas ce qui est dit et sous-entendu. Malheureusement, il est aujourd'hui très peu de spécialistes de l'Iran présents en Iran, ou qui en ont une expérience vivante, directe, prolongée et plurielle. Ces spécialistes sont par ailleurs très peu écoutés, ou sont même écartés des grands médias, dans la mesure même où ils dérangent des politiques et des lobbies plus intéressés par leur fantasme que par le réel. Les études et rapports sur l'Iran sont le plus généralement écrits par des gens qui ne le connaissent pas directement ou qui en ont une vision purement théorique ou datée, ou par des Iraniens occidentalisés qui adoptent à l'égard de leurs pays une vision « néo-orientaliste ». La diaspora iranienne nous présente volontiers les clichés d'un « régime dictatorial et inamovible de mollahs ». Or, sociologiquement cette diaspora, est composée de royalistes, d'opposants, de réfugiés, d'immigrés économiques, qui, souvent et pour des raisons variables, adoptent une position critique à l'égard d'un pays qu'ils ne connaissent en réalité que très partiellement, dont ils se font une représentation idéale et parfois hors sol, et qu'ils jugent volontiers en fonction de leur seule expérience, forcément personnelle. Dans les médias ou la culture populaire, il est aussi des œuvres sans cesse citées, tels que *Reading Lolita in Tehran* d'Azar Nafisi (2003) ou les romans graphiques *Persepolis* de Marjan Satrapi (2000-2003), mais qui parlent de l'Iran des années 1980 ou du début des années 1990, comme si l'Iran n'avait pas changé en trente ans.

Le résultat est un pays dont tout le monde parle mais que personne, hors d'Iran, ne connaît vraiment. Les conséquences d'une telle ignorance sont gravissimes, et la victoire de l'Iran dans la guerre des douze jours est également une défaite du renseignement israélo-américain, plus largement d'une connaissance culturelle de l'Iran. Quatre séries d'erreurs fondamentales ont finalement forcé Israël à demander l'arrêt du conflit :

- militaire : sous-estimation de la puissance iranienne et de sa solidité organisationnelle, révélatrice d'un orgueil occidentaliste dénigrant ou minimisant les compétences des Autres;
- stratégique : les Iraniens n'ont pas hésité à riposter, avec force et dans une logique stratégique remarquablement pensée et informée, également révélatrice d'un mépris « orientaliste » qui sous-estime l'adversaire ;
- politique : l'État iranien ne s'est pas effondré, contrairement à des prévisions qui ignoraient les structures profondes de l'Iran ;

- culturelle : les Iraniens ont fait front contre l'ennemi, au lieu de se révolter contre leur gouvernement, montrant une ignorance des mécanismes psychoculturels à l'œuvre dans le pays.

La guerre en cours, on l'a dit, révèle exactement les mêmes erreurs, et l'on peut se demander si l'histoire et l'expérience ne sont pas une lanterne suspendue dans le dos : elles n'éclairent que ce qu'on oublie, non la réalité devant nous. La même incompréhension sous-tend l'embargo contre l'Iran, véritable guerre économique menée depuis 47 ans.

Depuis la Révolution islamique, l'Iran est soumis à un régime de sanctions devenues de plus en plus massives et prégnantes au long des décennies. Si l'économie iranienne souffre et n'a cessé de se dégrader surtout depuis deux décennies, l'embargo n'a pas fait tomber, ni même trembler l'État iranien. Il est vrai que les embargos sont essentiellement une affaire de communication et de marketing politiques et ont souvent peu à voir avec une quelconque efficacité diplomatique ou une connaissance réelle de la situation. Ils permettent de satisfaire des opinions publiques ou des lobbies, mais présentent le défaut de n'être accompagnés par aucune politique efficace ou compétente.

L'embargo contre l'Iran est surtout un ballet d'hypocrisie et un jeu cynique. Les États-Unis, via des sociétés écrans, se sont octroyés des exemptions, tout en interdisant aux autres pays (européens ou asiatiques) de commercer avec l'Iran. L'effet malsain de l'embargo, par ailleurs, est de toucher la population, non un gouvernement ou des élites qui ont un accès continu à des ressources pétrolières, gazières ou douanières. Il crée également une forme de solidarité perverse entre les isolationnistes au sein de l'État iranien, qui entendent couper toute relation avec l'Occident, et les lobbies ou les politiciens occidentaux qui entendent isoler l'Iran sur la scène internationale. Il verrouille également une complicité intéressée entre les organismes étatiques ou para-étatiques en Iran qui, grâce à l'embargo, contrôlent le marché noir et une économie occulte, et les milieux d'affaires surtout américains qui, discrètement, accumulent des fortunes grâce aux circuits parallèles et aux compagnies exemptées qui commercent avec l'Iran. Enfin, l'embargo a installé chez les Iraniens une mentalité qui est contrainte de contourner, mentir ou frauder pour accéder à des services qu'on lui refuse, et ce à un niveau individuel comme étatique. Installées depuis des décennies, ces habitudes seront extrêmement difficiles à déraciner dans l'hypothèse d'une future normalisation économique entre l'Iran et les pays occidentaux.

Quelques conclusions (en attendant la fin de la guerre)

47 ans de pressions, de guerre et de propagande contre la République islamique d'Iran n'ont finalement produit que des résultats inverses aux vœux pieux des Occidentaux. Ils ont renforcé l'axe isolationniste et ultra-conservateur dans la gouvernance iranienne ; militarisé le pouvoir au détriment d'une diversification politique ; radicalisé jusqu'aux plus modérés ; provoqué des unions nationales dans un pays très divisé politiquement ; dégradé l'économie contre la population au profit des marchés noirs et de circuits économiques quasi-mafieux ; aliéné contre l'Occident une population iranienne généralement favorable à la culture occidentale et même le plus souvent occidentalisée.

On n'a jamais non plus laissé le temps à l'Iran de se développer dans un contexte apaisé. En plaçant l'Iran dans un « Axe du mal » en 2002, le président George W. Bush a mis à mal la politique du président réformateur Khatami et renforcé les courants qui, en Iran, ne souhaitent ni normalisation ni même contacts diplomatiques avec l'Occident. L'abandon, sans explication, du JCPOA par Donald Trump en 2018 a ruiné la politique économique du président Rohani et forcé l'Iran à se tourner vers la Chine et la Russie, s'inscrivant encore plus profondément dans cette reconfiguration géopolitique dont témoigne la montée en puissance des BRICS. En juin 2025 puis en février de cette année, l'Iran a été attaqué alors même que des négociations étaient en cours. Ces attaques juridiquement illégales, moralement perfides et militairement lâches, conjugués à des déclarations de pays occidentaux clés (Allemagne, France, Royaume Uni) validant les mensonges américains et les violations du droit international, ont pour longtemps compromis toute possibilité de dialogue et même toute perspective de solution.

La guerre actuelle ne va que renforcer, en Iran, un axe anti-occidental, durcir un nationalisme souverainiste et définitivement acter l'orientation vers l'Est (Russie, Chine) prise après 2018. Elle va également pousser les Iraniens à envisager la fabrication ou l'acquisition d'un armement nucléaire, même si la doctrine de dissuasion iranienne n'en a pas besoin : des missiles assurent une riposte suffisante et adéquate contre une agression, mais comme le démontre l'exemple de la Corée du Nord, l'arme nucléaire peut dissuader de l'idée même d'une agression.

En 2003, l'invasion américaine de l'Irak fut motivée par un mensonge d'État relayé par des médias complices – la supposée détention par Saddam Hussein d'armes de destruction massive. L'enlisement américain qui s'en est suivi fut causé, moins par un manque de ressources militaires, que par une incapacité structurelle de comprendre l'histoire et la culture des autres et d'adapter une politique à cette compréhension. Le résultat fut que l'Iran sut tirer son épingle du jeu, et grâce aux

erreurs américaines, il réussit à réinvestir pratiquement tous les niveaux de l'establishment irakien. On peut déduire qu'il en sera de même avec cette guerre : l'Iran en sortira vainqueur, chassant les Américains du golfe Persique, offrant aux pays non-alignés (Sud global, BRICS) un modèle de résistance et de contre-pouvoir aux néoimpérialismes occidentaux, et imposant un rééquilibrage géopolitique au Moyen-Orient qui marquera les décennies à venir. Nul doute que, dans certains cercles iraniens qui se préparent depuis longtemps à cet affrontement, cette guerre est aussi perçue comme une aubaine pour consacrer un nouvel ordre géopolitique au Moyen-Orient. Les erreurs israélo-américaine apparaissent comme l'instrument « providentiel » d'une réaffirmation de l'Iran impérial en lui offrant l'occasion de régler ses comptes avec tous les acteurs (apparents ou cachés) de la région.

Si dans tout conflit l'avantage tient à un équilibre de forces et de connaissance, on peut déjà constater que les pays occidentaux ont été victimes de leur complexe de supériorité militaire autant que de leur occidentalocentrisme. Imbus de la puissance de feu israélo-américaine, ils ne savent et ne veulent pas voir que c'est leur monde, et leur vision du monde, qui sont en train de se consumer. Il ne s'agit pas seulement d'une faillite diplomatique, également d'une faillite politique, universitaire et même épistémologique. Les diplomaties européennes et occidentales ont été aveuglées par un paradigme géostratégique américain inepte pour comprendre des sociétés non-occidentales. Des universités étudient l'Iran, mais leur savoir n'a manifestement eu aucun impact sur les décisions politiques, ce qui révèle un dangereux hiatus entre les expertises et les prises de décision politiques. Le problème vient aussi de certains milieux académiques et instituts de recherche qui, entre revendications prétentieuses et travaux anecdotiques, ne sont pas en mesure de fournir une vision pertinente et multidimensionnelle de l'Iran, ou ne le perçoivent qu'en fonction de grilles d'analyses datées, inadaptées ou bornées, ou plus grave encore ne font que suivre des agendas partisans et des injonctions idéologiques.

Nous vivons une époque paradoxale. Nous n'avons jamais autant parlé d'intelligence (artificielle ou non) et nous n'avons jamais eu autant de données et informations accessibles. En même temps, dans la plupart des pays occidentaux, les dirigeants – politiques, militaires –, leurs conseillers et leurs diplomates, n'ont jamais été aussi dangereusement ignorants, inconscients et irresponsables. Rarement, aussi, la haine envers un pays – l'Iran –, construite par des décennies de propagandes déguisées en information, n'a autant troublé les jugements et emporté médias ou politiciens dans une forme d'irrationalité. Des rapports de force et un alignement de planètes exceptionnel (le Proche-Orient de l'après-7 octobre 2023, le suivisme de la politique israélienne par Donald Trump) ont permis les événements en cours. Mais avant cela, il eût été préférable que les différents acteurs aient été à la hauteur morale de leur fonction : produire une vision équilibrée et pluraliste des

réalités iraniennes en particulier et moyen-orientales en général, qui forme la déontologie de toute approche scientifique ; respecter le droit international, qui est par principe le devoir de tout État participant à un certain ordre du monde ; privilégier une diplomatie responsable et sachant agir en fonction d'une connaissance complète et pertinente, qui est une exigence au cœur des relations internationales et interculturelles.

La guerre, dans ce cas, n'est pas la continuation de la politique par d'autres moyens (Carl von Clausewitz), elle est simplement la conclusion tragique d'une faillite humaine. C'est ce que nous pouvons apprendre de la culture iranienne séculaire, et notamment du *Livre des rois* de Ferdowsi, l'épopée iranienne du 11e siècle : rien n'est pire que l'obscurcissement de l'intelligence ; la connaissance ne vaut rien sans la sagesse ; qui veut vivre doit savoir mourir ; et le monde ne peut survivre sans justice.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'Iran Bush, George W. Clausewitz, Carl von Hussein, Saddam Mearsheimer, John Mossadegh, Mohammad Pahlavi, Mohammad Reza Sha Ritter, Scott Trump, Donald BRICS Sud mondial